

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 79 (1934)
Heft: 6

Artikel: La défense de l'armée
Autor: Schenk, A.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-341572>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La défense de l'armée.¹

I. INTRODUCTION.

La situation de plus en plus confuse et inquiétante qui règne au delà de nos frontières d'une part, la mêlée obscure de mouvements divers qui tendent, d'autre part, à faire perdre à notre peuple un sang-froid plus que jamais nécessaire, doivent ramener le problème de la défense nationale à un rang qu'il a perdu pendant les années immédiatement consécutives à 1918.

Deux questions principales se posent, qu'il faudra résoudre sans retard :

1. Le souci de combler au plus tôt les lacunes que nos institutions militaires accusent sur celles de nos voisins doit nous faire consentir les sacrifices financiers, lourds sans doute, qu'exigent la modernisation et le perfectionnement de notre armement.

2. Il est urgent de nous défendre contre l'ennemi intérieur qui, sans être sérieusement gêné, poursuit inlassablement sa campagne de destruction des bases morales et du prestige populaire de notre armée.

Les dernières décisions des Chambres et le vaste projet de réorganisation générale de nos institutions militaires auquel le D. M. F. met la dernière main, donnent une solution, somme toute satisfaisante, au premier problème. Le second en revanche demeure largement ouvert, et pose la

¹ L'existence d'un grand nombre de ligues et de fronts, dont les programmes d'action comportent, à des titres divers, la défense de nos institutions militaires, a créé une certaine confusion dans les esprits. Nous avons demandé à l'un de nos camarades d'entreprendre, au profit de nos lecteurs, ce « tour d'horizon » indispensable à la clarté d'un sujet qui est d'une incontestable actualité. L'auteur, président très actif de l'*Union patriotique neuchâteloise*, était plus que quiconque qualifié pour traiter, dans son ensemble, le délicat problème de la défense de l'armée. (Réd.)

question plus générale des rapports de notre peuple avec son armée.

Il est trop facile d'affirmer qu'il faut faire confiance au bon sens légendaire de notre peuple et de ses représentants, à leur attachement certain à des institutions dont la popularité n'est plus à démontrer. Ce qui est plus probable c'est que la minorité ennemie de l'armée va se montrer plus agissante, plus disciplinée et moins scrupuleuse que jamais dans le choix des moyens ; tandis que la puissante majorité des patriotes demeurés fidèles et attachés à nos milices, divisée comme toujours, suivra d'un œil terne des débats où ses représentants ne se sentiront pas étayés solidement, quitte à constater ensuite avec regrets que le résultat final ne cadre pas avec l'opinion majoritaire. On peut s'attendre, de la part des adversaires de notre défense nationale, à une action puissante et incisive : peut-on raisonnablement compter, de la part des milieux favorables à l'armée, sur une réaction suffisante ?

On a le droit de se poser la question et de l'étudier, même dans un organe aussi résolument réfractaire aux vaines discussions politiques que la *Revue militaire suisse*.

Il est d'autre part évident que, dans le cadre limité de cette étude, il ne saurait être possible de soulever seulement l'épineuse et angoissante question que pose l'article premier du Règlement de Service, qui dit : « Elle (l'armée) défend le pays contre ses ennemis, *protège la Constitution et les lois contre les entreprises subversives* ». Nous soulignons à dessein la fin de cette phrase. C'est là un sujet à part, qui rend chaque jour plus actuel l'évolution des esprits et qui motivera, à lui seul, bien des discussions et des polémiques. Nous le passerons donc sous silence.

II. ETAT ACTUEL DE L'OPINION VIS-A-VIS DE L'ARMÉE.

On peut considérer trois grandes classes, d'importance d'ailleurs inégale :

A) *Les adversaires de l'armée par dessein politique.* — Ils

sont archi-connus, se groupent autour des partis de gauche et cherchent à atteindre dans l'armée l'incarnation la plus solide de l'ordre actuel. Il ne faut, à notre avis, pas accorder de valeur aux récentes protestations favorables à la défense nationale de plusieurs chefs rouges : c'est là une évolution postiche, faite avant tout d'opportunisme et manquant totalement de sincérité. Les extrémistes de gauche sont adversaires de l'armée : voilà la vérité d'aujourd'hui et de toujours. Il est superflu de consacrer de plus amples commentaires à une opposition connue, certaine et avec laquelle toute discussion est impossible.

B) *Les partisans convaincus de l'armée.* — C'est la vraie majorité de notre peuple, et parmi eux il n'existe pas de *militaristes*. (Il faut une fois de plus faire justice de cette infamie toujours renaissante qui veut faire de nos officiers une *caste* à part. C'est là un mensonge ignoble et contre lequel on ne réagira jamais trop.) Malheureusement cette imposante masse est somnolente, difficile à mettre en action tant que les événements gardent une allure normale, et, de plus, divisée en une multitude de petits groupes, parfois divergents, et séparés par des cloisons qui pour n'être pas très hautes n'en sont pas moins solides. La manie de l'association, dont tout Suisse conscient est plus ou moins atteint, combinée avec les effets nocifs du virus de la présidence, une autre maladie spécifiquement helvétique, augmentent encore les difficultés rencontrées par l'action de groupement, de convergence dans les efforts, qui s'impose. Le fond est excellent, mais il faut le tenir constamment en haleine et connaître très exactement le but à atteindre.

C) *Les amateurs de compromis.* — Assez nombreux, ils se recrutent dans les milieux les plus divers et les plus imprévus : pacifistes, sincères ou non ; braves gens au raisonnement obnubilé par la mystique wilsonnienne ou brianiste ; fantaisistes partisans d'une armée, mais pas trop coûteuse ; adeptes du budget militaire à forfait, son montant étant déterminé par des considérations où le dosage politique intervient davantage que le souci de la valeur de

l'armée ; mercantis à l'horizon limité par leur coffre-fort et leur carnet de commandes, qui poursuivent jusqu'à une limite dangereuse un raisonnement à bases justes en demandant que toutes les ressources financières de la nation soient consacrées à la défense de nos industries d'exportation et à la lutte contre le chômage¹. Autant de citoyens, demeurés en général attachés à leur Patrie, et soucieux de son existence, mais soumis à des influences auxquelles il est possible de les arracher.

III. L'ACTION A ENTREPRENDRE. PAR QUI ET COMMENT ?

Il faut se garder d'envisager un programme trop vaste, et ne cadrant pas avec les possibilités effectives, plutôt modestes, qui existent. Le groupement des forces demeurées saines du pays tout entier est possible, surtout sur un programme aussi profondément populaire que celui de la défense nationale. Cependant il est entièrement à réaliser, et il serait fort dangereux de sous-estimer les obstacles qui demeurent à vaincre. Il nous paraît très suffisant, comme premier objectif, de n'envisager que le projet de réorganisation militaire, et de faire en sorte que, pendant la période forcément assez longue où il sera livré à la discussion publique, la voix des partisans convaincus de l'armée se fasse entendre, aussi souvent et aussi fort que celle de ses détracteurs. La discussion de cet important projet doit être menée, aux Chambres et ailleurs, avec un constant souci d'objectivité, en tenant un compte sérieux des opinions compétentes en la matière, quelque rares qu'elles soient au sein de la Curia Helvetica ; le projet étudié par le D. M. F. constitue un tout et il serait difficile de modifier profondément l'un quelconque de ses chapitres sans rompre l'équilibre de l'ensemble ; l'armée est un instrument mis par le peuple au service de la nation, elle ne saurait donc faire

¹ Ils oublient volontiers que le 90 % au moins des dépenses militaires va à l'industrie indigène.

l'objet de discussions, voire de marchandages de caractère purement politique.

Cette action ne peut évidemment pas être entreprise par des individus isolés, quelque grande que soit leur conviction ou leur valeur personnelle. C'est aux groupements divers qui englobent toute notre population qu'incombe ce travail, car seuls ils peuvent, par leur réunion, donner à l'opinion de la majorité sa véritable puissance.

Quels sont ces groupements ? Il y a seulement deux ans, la liste en aurait été vite établie : partis politiques, grandes sociétés nationales. (Tireurs, gymnastes, associations militaires, sportives, universitaires.) Il faut aujourd'hui, en dépit de leurs effectifs relativement modestes, tenir compte des mouvements de formation récente, et dont l'importance ne doit pas être sous-estimée, parce que, plus solidement implantés qu'on ne le pense dans la jeunesse, ils verront sans doute leur puissance augmenter rapidement.

Pour étudier leurs réactions probables devant le problème qui nous occupe, séparons-les en deux classes, selon que les questions militaires sont pour eux secondaires ou principales.

IV. GROUPEMENTS ESSENTIELLEMENT CIVILS.

Ce sont les partis politiques dits « historiques », les grandes associations nationales et les mouvements de constitution récente, fronts, ligues, etc.

Les partis politiques bourgeois englobent une très importante fraction de notre population et si, de temps à autre, l'électeur fait fi de leur mot d'ordre, l'emprise qu'ils exercent sur leur adhérents est considérable. Leur attitude vis-à-vis de la défense nationale et de l'armée est, par définition, favorable. Il ne faut cependant jamais oublier que pour eux, quelle que soit leur nuance et leur étiquette, l'évangile sacro-saint c'est : *Politique d'abord*. Or, comme nous venons de l'affirmer, les questions militaires ne sauraient être soumises sans les plus grands inconvénients aux exigences de la mystique de parti. L'aptitude à la guerre de notre

armée, les questions purement techniques que pose le problème de notre armement doivent demeurer rigoureusement à l'écart de l'arithmétique électorale et des compromis qui n'ont que trop de place dans les préoccupations de certains de nos hommes politiques. Sans empiéter en rien sur le domaine particulier des partis, les citoyens peuvent se souvenir qu'ils ont toujours le droit de manifester énergiquement leur opinien lorsque leurs mandataires élus auraient tendance à s'en écarter pour une raison quelconque. Des exemples récents ont prouvé quels excellents résultats pouvaient être obtenus dans certains cas où le parlement qui s'égarait dans des voies dangereuses pour le bien ou l'honneur du Pays, était vigoureusement ramené dans le droit chemin par l'opinion publique directement agissante. Sans avoir recours au référendum ou à l'initiative, qui ne peuvent que corriger des erreurs déjà commises, l'action directe du peuple sur ses représentants par la presse ou la manifestation disciplinée est d'une efficacité qui n'est plus à prouver. C'est le rôle des groupements neutres que de provoquer, puis de régulariser ces interventions.

Les grandes associations nationales : Club alpin, Gymnastes, Sportifs, Chanteurs, etc., n'ont pas de raison, toutes attachées qu'elles soient à l'idéal patriotique, de prendre position dans un débat aussi spécial que celui qui traite de notre défense nationale. Il faut cependant prendre garde qu'elles ne se laissent influencer par la propagande antimilitariste qui s'infiltre partout et sous les prétextes les plus divers. On ne saurait donc leur demander de prendre parti pour une cause qui demeure en dehors de leur champ d'action particulier. L'universalité de leur recrutement et la rigoureuse neutralité politique à laquelle elles sont tenues les en empêcherait d'ailleurs. En revanche on est en droit d'exiger d'elles que leurs professions de foi patriotiques ne demeurent pas de vaines formules, et que des initiatives aussi incongrues que celles de certains congrès d'instituteurs ou de pasteurs antimilitaristes ne viennent pas apporter de l'eau au moulin marxiste.

Les mouvements et groupements de fondation récente, fronts : leur origine est unique : lutter efficacement contre le fléau marxiste, arrêter ses progrès, puis le réduire. Ils sont nés de deux causes : le manque de réactions des organisations bourgeois, et le désir de suivre l'exemple de grands pays voisins qui, plongés dans une situation beaucoup plus critique encore que la nôtre, sont néanmoins parvenus à remonter le courant. On ne saurait contester aux initiateurs de ces mouvements le plus vif attachement à leur Patrie. Malheureusement, ces excellentes intentions n'ont pas tardé à être viciées par de regrettables tendances qui ont compromis, dès le départ, des initiatives par ailleurs intéressantes. Dans certains cas, confondant le moyen avec le but et emportés par une ardeur par trop juvénile, ces novateurs ont mal à propos mis l'accent principal sur des exclusives, explicables peut-être, mais qui ne constituent pas le premier but à atteindre. D'autres, tirant de prémisses exactes une conclusion excessive, déniént toute valeur à notre forme actuelle de gouvernement et ne voient de salut que dans une imitation servile et dangereuse de méthodes difficilement applicables ailleurs que dans les pays où elles ont été créées. D'autres enfin, se sont aliénés toute sympathie en faisant étalage de manifestations cabotines peu en rapport avec notre tempérament national dont ils paraissent ignorer l'existence. Pour revenir à notre sujet particulier, tous ces groupements accordent une place en vue dans leurs programmes à la défense nationale. Il est prudent de distinguer ici entre ceux qui affirment ouvertement des intentions purement politiques, et envisagent la prise du pouvoir, même par la force, comme premier but à atteindre, et d'autres qui voient la solution dans une rénovation de l'esprit national et dans l'amélioration de nos institutions actuelles. Les premiers sont des partis, descendant déjà ou s'apprêtent à descendre dans l'arène électorale ; il est prudent de les considérer d'emblée sur le même pied que les autres partis et de ne compter sur leur appui que sous bénéfice d'inventaire.

Les autres, par contre, méritent de notre part un instant d'attention, et surtout d'être mieux connus. Il existe en Suisse un certain nombre d'associations strictement patriotiques, absolument dégagées de toute contrainte politique et désintéressées, que le grand public, mal renseigné, assimile légèrement à ces fameux fronts qu'il craint si fort, et qui, en réalité sont tout autre chose. Crées par des patriotes inquiets de voir leur pays s'engager dans une voie dangereuse, se plaçant d'emblée et résolument au-dessus des partis bourgeois dont elles ne songent nullement à prendre la place, strictement respectueuses des égards dus aux autorités avec lesquelles elles veulent avant tout collaborer, ces associations sont cependant l'objet de la méfiance la plus injustifiée de la part tant des autorités que de la population. Au point de vue spécial de la défense nationale et de l'armée, leur dévouement est absolu, leur concours acquis et ce devrait être le premier devoir de tous ceux qui appartiennent à l'armée et veulent son bien de les aider dans les initiatives qu'elles prennent et cherchent à mener à chef avec des moyens parfois rendus trop modestes par l'accueil réticent qu'elles rencontrent. Sortant des généralités, nous voulons présenter ces deux associations aux lecteurs de cette revue qui les ignorent. Elles sont au nombre de deux, c'est fort dommage ; l'avenir les verra, espérons-nous, se rapprocher toujours davantage et unir des efforts qui prendraient ainsi une importance singulièrement plus grande. La plus ancienne, la *Fédération Patriotique Suisse* (F. P. S.), créée en 1918, après la tentative révolutionnaire qui mit notre pays à deux doigts de sa perte, est constituée par une fédération de sections cantonales (dans le canton de Vaud, l'*Association Patriotique Vaudoise*). Possédant des cadres expérimentés, un secrétariat permanent à Aarau, un journal, des services divers et bien organisés, on lui a souvent fait le reproche de se laisser trop ignorer du grand public, et de limiter son action, parfois fort efficace, au jeu des influences qu'elle possède dans les milieux parlementaires et gouvernementaux.

Sa forme fédérative la rend trop dépendante de l'activité de ses sections et ses réactions sont parfois tardives et timides. La critique est d'ailleurs, comme toujours, aisée, et il serait plus juste de reconnaître toute la valeur du travail fourni par la F. P. S. qui se trouve constamment prise entre ses adversaires acharnés, les fauteurs de désordre, et les masses timorées et amorphes qu'elle tente de mettre en action.

Depuis deux ans une association presque identique à cette doyenne a vu le jour en Suisse allemande sous le nom de *Ligue pour le Peuple et la Patrie* (L. P. P.). Organisée sur des bases très centralisées, elle semble chercher plutôt à constituer des cadres destinés à créer et à diriger l'opinion, selon les circonstances. Elle aurait aussi quelques tendances à prendre, un jour, figure de parti politique englobant toutes les masses bourgeoises. L'avenir dira si ce point de vue, discutable, ne constitue pas une erreur. Il n'en demeure pas moins que la L. P. P. est vivante et fournit un gros travail. Vis-à-vis de l'armée et de la défense nationale, cette ligue affirme des dispositions très favorables et son appui est de ceux sur lesquels on peut compter.

Les différences qui séparent ces deux grandes associations essentiellement patriotiques et vraiment neutres au point de vue politique sont en somme secondaires, et toutes les grandes questions qui se posent au peuple suisse les voient s'unir et juxtaposer leurs efforts.

V. GROUPEMENTS DÉRIVANT DE NOS INSTITUTIONS MILITAIRES.

Ce sont les sociétés militaires proprement dites, les sociétés de tireurs et les sociétés civiles dont le but essentiel est de caractère militaire.

LES SOCIÉTÉS MILITAIRES.

a) *La Société Suisse des officiers*. — Elle jouit dans notre population d'une autorité morale et d'un prestige incontestables. Malheureusement la S. S. O. est tenue à une

grande prudence dans ses interventions publiques. Il y a en effet une quantité d'excellents citoyens, patriotes sincères, parfaitement attachés au maintien de nos institutions militaires qui attachent une certaine valeur à ce désastreux mythe de la *caste des officiers*. C'est là un inestimable bien-fait de la démocratie — que nous nous vantons d'être les seuls à pratiquer — que cette crainte endémique de voir les « galonnés » troubler en leur faveur le ciel serein de notre république. On ne sait plus quel argument avancer contre cette abominable calomnie, tous ont été surabondamment exposés et défendus par des hommes dont la sincérité et la conscience ne peuvent être soupçonnées. Une autre raison de la prudence des interventions publiques de la S. S. O. est à rechercher dans cette doctrine de la « Grande muette » à laquelle une respectable fraction de ses membres demeure attachée. Cette attitude digne et vraiment militaire, qui a beaucoup fait pour l'autorité morale de notre grande société, ne se justifie plus quand les adversaires de nos officiers en viennent à l'emploi systématique de la calomnie et du mensonge, et nous sommes de ceux qui verraient avec satisfaction la S. S. O. non pas s'immiscer dans toutes les polémiques que soulève la presse extrémiste, mais réagir avec vigueur et spontanéité lorsque les bornes sont dépassées.

b) *L'Association suisse des sous-officiers*. — Plus nombreuse que celle des officiers, plus populaire dans tous les sens du mot, elle s'est déjà acquise d'innombrables motifs de reconnaissance et de respect dans le monde des patriotes. L'A. S. S. O. possède un enthousiasme, une ardeur au travail qui sont heureusement bien connus. Elle a suivi de fort près le problème de la réorganisation de l'armée, ses vœux ont été étudiés et pris en considération dans une notable proportion ; on est donc en droit d'attendre de cette puissante fédération le concours le plus efficace.

c) *Les Sociétés de tir*. — Bien que leur existence et leur activité, soient directement dépendantes de nos institutions

militaires, et qu'elles soient un des plus solides bastions de la foi patriotique il ne faut pas leur demander de prendre des initiatives qui les mettraient en difficulté avec l'importante fraction de leurs membres que leur profession ou leur milieu social place sous l'influence agissante des syndicats. Il serait pourtant heureux que tous les tireurs soient pénétrés de la valeur symbolique de l'armée au point de vue tant national qu'international, et que leurs dirigeants entreprennent de faire saisir cet aspect de leur activité à ceux de leurs membres — rares il est vrai — qui voient de la politique où il n'y a que du patriotisme.

d) *Les groupements civils dont toute l'activité est en rapport avec l'armée.* — En dépit de la contradiction apparente contenue dans ce titre, ils existent, sont trop peu connus du grand public et, de façon toute particulière méritent les quelques lignes que nous voulons leur consacrer ici. La plus ancienne, la *Schweizerische Wehrvereinigung* (en français : Ligue Suisse pour la défense nationale), a été créée en 1931 par la Fédération patriotique suisse et la Société suisse des officiers. A ce jour elle comprend, en plus des fondatrices, d'autres sociétés telles que : sociétés de gymnastique catholique, A. S. S. O. sociétés de cavalerie, association des fourriers et secrétaires d'état-major, sociétés d'étudiants, société des carabiniers, etc. Son but est de plaider dans le peuple la cause de la défense nationale ; d'attirer l'attention des autorités civiles ou militaires sur les cas de propagande antimilitariste que ses agents lui signalent ; d'organiser et de favoriser l'activité militaire au dehors du service ; de ramener à leur réelle importance, en général minime, les incidents fâcheux que la presse marxiste enflé et colporte dans l'intention qu'on devine.

A côté de cette organisation et dont le succès en Suisse alémanique est incontestable, la *Ligue suisse de défense nationale et de protection des populations civiles* possède un vaste programme (publié par la *Revue militaire suisse* dans sa livraison de février 1934) puisqu'il comporte la

préparation de la population aux nécessités de la guerre moderne (gaz, défense passive, mobilisation industrielle, etc.).

Il est évident que ces deux ligues placent la défense nationale et les moyens de l'assurer au premier rang de leurs préoccupations ; que tous les moyens dont elles disposent seront mis en œuvre pour combattre le sabotage du projet de réorganisation de l'armée auquel, vraisemblablement, les marxistes vont se livrer. On constate d'autre part, en confrontant page à page leurs programmes, qu'elles ne sont nullement concurrentes, l'une tournant ses regards sur la population civile en temps de guerre, tandis que l'autre se préoccupe surtout du moral de l'armée en temps de paix.

VI. CONCLUSION.

Nous nous excusons auprès des lecteurs de cette revue d'avoir développé ici des réflexions auxquelles il serait puéril de dénier un certain caractère politique. Rappelons que ces considérations nous sont personnelles. Il ne saurait être question de faire perdre à ce journal une objectivité et une indépendance qui sont parmi ses principaux mérites. La confusion des esprits, la mêlée sociale actuelle atteignent même les sujets les plus inaccessibles en apparence : l'armée et la défense nationale. Ces sujets que nos aînés avaient eu la sagesse de laisser au-dessus des partis politiques sont maintenant discutés, critiqués, bafoués même par des gens auxquels manquent autant les compétences que la bonne foi la plus élémentaire. Au moment où le gouvernement prépare une refonte totale de nos institutions militaires les détracteurs de l'armée, les négateurs de la Patrie sont déchaînés et vont tout tenter pour priver notre pays des moyens modernes dont il a besoin pour assurer son indépendance et son existence au milieu d'une Europe toujours plus orageuse. L'heure est venue, où la voix des masses demeurées saines et attachées à des institutions dont notre histoire prouve amplement la valeur, se fasse entendre aussi souvent et aussi fort que celle des négateurs de notre Patrie. Il existe

plusieurs groupements, les uns connus, les autres moins, et dont la raison d'être est précisément de mener cette lutte. Pour les uns la défense nationale est un chapitre secondaire, pour les autres elle est essentielle. Tous ces efforts, divisés, fragmentaires, et pourtant parfaitement sincères, se mêlent, s'opposent parfois, à la plus grande joie des démolisseurs qui, et il faut savoir le reconnaître, nous donnent l'exemple d'une discipline et d'une cohésion quasi parfaites. Il serait hautement souhaitable que toutes ces associations patriotiques sachent faire abstraction de quelques désirs secondaires, et qu'elles s'unissent au moins pour mener de front ce combat d'avant-postes : la défense du projet de réorganisation de l'armée. Cette première prise de contact ne saurait manquer de mettre en lumière combien minimes sont les divergences qui séparent tous ces hommes de bonne volonté, qui possèdent au moins en commun un sincère amour de leur Pays. Quand on peut travailler sur une base de cette qualité, on a le droit de prétendre construire sur le roc.

A. SCHENK.